# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 FEVRIER 1868 | Entre les rues Bienville et Conti.



DUFOUR & LEREE,
PROPRIETAIRES - EDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
ORDINAIRE.
Par an, $24; par semestre, $12; par trimestre, $6
Prix d'un exemplaire, 10 cents.
EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi.
Par an, $10; par semestre, $5.

TARIF D'ANNONCES.
Les annonces insérées dans le journal de ville des ventes forcées publiées dans le journal, paieront $1 80 la carré pour le premier insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.
Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 80 le carré pour chaque insertion.
Les annonces publiées pour intervalles, paieront comme nouvelles pour chaque insertion.
Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 net le carré par mois.
Les annonces paieront régulièrement et comptant dans les annonces ordinaires, sur les mêmes bulletins que les annonces transitoires, lui consentie qu'il sera convenu avec elles: mais dans aucun cas, cet exemple ne dégénérera $5 par carré.
Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents net la ligne pour chaque insertion.
Toute annonce non-spécifiée dans le copie d'ordonnance.
Les annonces dans la section de Nouvelles ne sont pas admises pour aucun prix.
Les comptes des succursales doivent régulièrement de rapports leur sont accordés à la fin de chaque mois.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en dernier, voir à la page suivante.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 26 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails, voir les annonces.

Par le Shérif—A la Bourse des Négociants et des Encanteurs, la moitié indivise d'un terrain situé dans le Premier District, dans l'Isle bornée par les rues St Antoine, Gallatin, Bourbon et Prony—Assez pour les lieux, à 10 heures et demie, deux coffre-forts et tous les meubles et effets qui se trouvent dans l'arrière du bureau situé au rez-de-chaussée de la bâtisse No 63 rue Carondelet—Et à 4 heures et demie P. M., à l'entrepôt No 27 rue Perdido, 1,200 sacs de maïs.

Par L. Stern & Bro.—A 10 heures, à leur salle d'encan, rue du Camp, grande vente importante d'habillements, chapeaux, lingerie de messieurs, et marchandises diverses.

Par G. Lécuyer—A un salle d'encan, rue de Chartres 180 caisses bottes, souliers, brodequins et chapeaux, et un grand assortiment de sundry fins.

Par C. T. Nash—A 11 heures, à sa salle d'encan, boiseries montres en or, bijouterie, bagues de femmes, &c.

Par M. Montgomery, Brue & Co.—A 10 heures, grande vente publique entre deux l'ameublement de l'hôtel de Pointe-Claire, presque tout neuf, comprenant tous les articles d'un hotel de première classe. De plus, à la cour de l'encan, No 16 CHARTRES, au pied de la rue Toulouse, 200 cordes bois de chauffage.

Par E. Tessier—A 4 heures de l'après-midi, sur le Levée, en face de la rue des Ursulines, la carpenter de la barque Giovan Battista, de Palerme, consistant en ancres, cannons, cordages, fromage, limons, oranges, &c. Et à 10 1/2 heure, au magasin de MM. Rochereau & Cie, rue St Louis, coin de rue Bienville, vins en barriques et en caisses, vin blanc, vinaigre, huile, cognac, whiskey, bails, fromage de Gruyère, &c.

Par Thomas & Spear—A 10 1/2 heures de matin, à leur salle d'encan, 30 rue Bienville, deux caisses linge fait d'hiver.

Par D. H. Murphy—A 10 heures du matin, sous un cuve-Emile en réserve, un grand assortiment général de quincaillerie, coutellerie, feuilles, cordes, etc., etc.

Par G. de Pontet—Au No 36 de la rue Bienville, meubles, pianos, fortes de rue, &c.

Par M. Lafargue, 172 Rue—Au No 32 de la rue du Bassin, beaux meubles, glaces françaises, tapis de Bruxelles, piano, etc.

Par A. Fellon—Au No 46 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, lingerie, chapeaux, cuirs, etc.

Par Hoffman, Marks & Co.—Au No 30 de la rue de Chartres, marchandises sèches démagnetisé et américaines nouvelles.

☞ Acheteurs vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turgis, 93 Vieille-Levée.

☞ Le shérif procédera aujourd'hui, aux ventes à l'encan ci-après:

A 10½ heures A. M., au No 63 rue Carondelet, Premier District, deux coffre-forts, meubles, &c.

A midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, propriété d'habitation, &c.

Et, à 4½ heures P. M., à son entrepôt, No 28 rue Jefferson Dauphine District, un lot de maïque.

Voir aux annonces.

☞ L'estimation du commerce est appelée sur les différentes ventes à l'encan qui auront lieu aujourd'hui par Eugène Tourté, encanteur:

1o.—A 10½ heures A. M. au magasin des importateurs, MM. A. Bonhomme & Cie, rue Bienville, 16 et 18 rue St-Louis, vente par catalogue d'eaux-de-vie françaises, vin, etc.

2o.—A 4 heures P. M., sur la Levée, au pied de la rue des Ursulines, le cargaison de la barque Giovan Battista. Voir les annonces.

☞ Bijouterie à l'encan.—Les joailliers se rapprocheront qu'aujourd'hui à 11 heures de matin, M. Chas. T. Nash vendra dans la salle d'encan de Masonic Hall, pour le compte de divers, de belles montres d'or, de bijoux et des diamants.

Quincaillerie à l'encan.—M. D. H. Murphy, encanteur, appelle l'attention particulière des acheteurs de la ville et de la campagne sur le grand assortiment de quincaillerie, coutellerie, etc., etc., qu'il vendra de manière à ce qu'aucune autre vente publique marchande qu'aura grande. La vente qui doit avoir plusieurs jours commencera à 10 heures du matin, au premier étage du No 47 rue des Magasins. Pour plus amples détails, voyez le catalogue.

## Les Saturnales à Washington.

Le Président des Etats Unis, défenseur intrépide de la Constitution, oppose un calme inébranlable aux attaques forbondes de ses adversaires. Fort de sa conscience et de son droit, il dédaigne les bravades ridicules de Stanton et de Grant qui ont transformé le département de la guerre en forteresse. Les cours des Etats Unis ont été saisies de la question de savoir si M. Stanton a le droit de rester en possession d'un emploi après avoir été destitué. Due qu'une décision judiciaire aura été rendue, ce serait pas les baionnettes de M. Grant qui pourront en empêcher l'exécution. Quand le Marshal des Etats-Unis, porteur d'un arrêt de cour, se présentera pour sommer M. Stanton de déguerpir, nous ne croyons pas que ce dernier poussera l'audace jusqu'à invoquer l'aide des soldats pour résister à l'action de la justice; car derrière le Marshall il y aurait la nation presque tout entière qui se lèverait pour faire respecter la majesté de la loi. A Washington seulement, il se trouverait assez de volcyens pour former un *pouvoir constituant* et violer audacieusement la loi de son pays, j'interrogeais le projet, je me demandais s'il ne pouvait rien compromettre de cette prospérité, et je ne voulais épouser aucune solidarité avant d'avoir palmé par la réflexion les scrupules de ma conscience. (Très bien! très bien!)

Qu'est-il sorti de ces délibérations? La volonté nette et de soutenir énergiquement devant vous le projet de loi. (Vifs applaudissements.)

Ne vous inquiétez pas, messieurs, des *menaces*, de ces hésitations, de ces agitations intérieures. Il faut y voir le signe de notre sincérité. Ceux qui prennent trop vite leur parti dans de semblables circonstances *l'exposent à s'en repentir* et ne tardent pas à regretter. (Très bien! très bien!)

Et maintenant le projet de loi est-il un péril? Peut-il faire craindre que les républicains ne s'allient et ne viennent troubler la paix publique? Je vais vous faire connaître toute ma pensée sur ce point.

D'abord un engagement [solennel avait été contracté et un *gouvernement* s'amoindrit quand il reçoit devant un *engagement* pris, alors même que les circonstances *pourront* paraître y autoriser un certain caractère d'importance. (Vif approbation.) Nous nous sommes demandé ensuite quelle était notre situation; s'il n'y avait pas dans notre société un grand problème à résoudre: la conciliation de la sécurité publique avec le progrès de la liberté, et s'il ne fallait pas en chercher la solution.

Eh bien, nous nous sommes dit: que la pres se soit libre! nous n'en craignons pas les dangers. Si le pays existait, nous aurions les moyens de le conjurer, nous en aurions la force comme nous en avons eu *toujours* et le courage. (Très bien! très bien!)

Vous nous demandez si les partis sont entrés dans une voie d'apaisements des partis: Je le *croirai pas* à l'apaisement des partis, je crois qu'il ont *aujourd'hui* leurs espérances: mais je sais convaincu de leur impuissance (vive approbation), parce que j'ai la confiance la plus profonde dans le chef de l'Etat, dans son gouvernement dans cette majorité qui représente le pays. (Très bien! très bien!)

Si nous examinons, en effet, notre situation intérieure, quels sujets d'alarme y voyons-nous? Est-ce que la province tout entière ne reste pas ici étrangère à l'agitation récente qui se concentre dans quelques coins de Paris et des grandes villes? N'est-elle pas toujours profondément dévouée à Paris, au souverain et au gouvernement? Ne nous rappelons-nous pas que, lorsque l'assemblée législative était livrée aux discussions de ces partis, dont aucun ne pouvait réunir la majorité, nous qui étaient restés sûrs pour paralyser et empêcher toute mesure de salut, le pays a été sauvé par la province, qui, par ses conseils généraux, par tous les organes, a demandé le rétablissement de l'empire?

Croyez-vous que son dévouement ait diminué depuis que, dans quelques localités, des coalitions formées d'opinions qui auraient de se trouver réunies ont donné la majorité à des candidats de l'opposition?

Non, messieurs, il n'en est pas ainsi, et s'est pour cela que nous nous sommes convaincus que l'on peut faire réellement un pas en avant et maintenir le projet présenté. Si nous nous abusions, cette assemblée ne saurait-elle pas bientôt nous arrêter à temps?

Plus que jamais il faut que la majorité constitue et affirme sa solidarité avec le gouvernement. Je m'adresse donc à vous et je vous dis: Ne nous séparons pas, votons ensemble cette loi, restons ensemble dans la voie grandiose de la liberté, pour nous retrouver ensemble unis et solidaires le jour où un péril quelconque viendrait à menacer la société. (Applaudissements.)

Oui, j'ai entendu ce long nécrologe qu'a présenté M. Granier de Cassagnac, parlant avec éloquence de tous les gouvernements qui sont tombés sous les attaques de la presse. Eh bien! je me sens le courage de recommencer cette lutte, de braver ces attaques. (Très bien! très bien!) Nous ne sommes plus au temps où les périls de la patrie créaient l'empire. De nouvelles générations se sont élevées. Sur ces 8 millions et demi d'électeurs qui, d'un mouvement unanime, ont constitué l'empire, 4 millions sont aujourd'hui couchés dans la tombe; 4 millions d'hommes nouveaux sont inscrits depuis 1852 sur nos listes électorales. Ceux-là n'ont pas nos souvenirs et notre expérience: ils arrivent avec des ardeurs nouvelles; ils demandent la liberté plus grande. Ne les arrêtons pas; cherchons, non à les retenir, mais à les guider. (Nouveaux applaudissements.)

Votez donc cette loi qui constitue un progrès, qui ordonne des garanties, qui appelle par le pouvoir fort et dévoué à l'ordre. Votez-la! puis, ayez confiance en nous: nous savons que la sécurité publique est la première condition de la liberté que nous avons demandée; nous saurons la faire respecter! (Mouvement général. —Applaudissements prolongés.)

## Nouvelles d'Europe.

Nous avons reçu hier des journaux de Paris jusqu'au 7 courant. Les journaux du 5 contiennent le texte de la loi sur l'armée. Nous empruntons à la *France* les paragraphes suivants:

Hier, dans la matinée, la situation paraissait des plus compliquées. C'est quelques instants seulement après la séance, que M. Jérôme David, membre de la minorité ultra-conservatrice, a paru conte le projet de loi et a soutenu la nécessité de l'amendement. Après une réponse de M. Rouher, ministre d'Etat, la clôture de la discussion sur l'article 1er a été prononcée et la Chambre a adopté par 215 voix contre 7 l'article 1er.

Voici le texte de cet article:

Tout Français majeur et jouissant de ses droits civils et politiques peut, sans autorisation préalable, publier un journal ou écrit périodique paraissant, soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement.

M. Granier de Cassagnac s'est écrié après le vote: "Ce sont les sept sages de la Grèce."

Voici les noms de ces soi-disant sages:

"MM. Granier de Cassagnac, Creuzet, Delamarre, Edouard FoulD, Geigre, de Saint-Paul, Noualhier."

Le président a donné lecture de l'article 2, ainsi conçu:

M. le Président Schneider—Art. 2. "Aucun journal ou écrit périodique ne peut être publié s'il n'a été fait, à Paris, à la préfecture de police, et dans les départements à la préfecture, et quinze jours au moins avant la publication, une déclaration portant:

"1o Le titre du journal ou écrit périodique et les époques auxquelles il doit paraître;

"2o Le nom, la demeure et les droits des propriétaires autres que les commanditaires;

"3o Le nom et la demeure du gérant;

"4o L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé.

Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées est déclarée dans les quinze jours qui la suivent.

"5 Toute contravention aux dispositions du présent article est punie des peines portées dans l'article 5 du décret du 17 février 1852."

Sur cet article, il y a un amendement signé par MM. Garnier-Pagès, Marie, Jules Favre, Hénon, Jules Simon et plusieurs de leurs collègues. Il est ainsi conçu:

"§ 1er. Après les mots: "Aucun journal ou écrit périodique," ajouter: "Paraissant plus d'une fois par mois."

"§ 2. Au lieu de "15 jours," "3 jours."

"§ 3. Au lieu de "toute contravention," "l'infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 25 à 500fr."

Après une courte observation de M. Jules Simon, l'amendement, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'article 2 est mis aux voix et adopté.

M. le président Schneider y Art. 3. "Le droit de timbre, fixé par l'article du décret du 17 février 1852, est réduit à 5 c. dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et à 2 c. partout ailleurs.

"Les journaux et écrits périodiques uniquement consacrés aux lettres, aux sciences, aux beaux-arts et à l'agriculture sont exempts de timbre, à moins qu'ils ne contiennent des avis, réclames ou annonces de quelque nature qu'ils soient. Dans ce cas, les journaux et écrits périodiques sont assujettis à des droits de timbre, dont la quotité est fixée à 1 c. dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et à 1 c. partout ailleurs.

"N'est pas considéré comme avis, réclame ou annonce, la publication pure et simple:

"1o Des mercuriales et bulletins des foires et marchés;

"2o. Des cours officiels des valeurs cotées aux Bourses françaises."

Sur cet article, il y beaucoup d'amendements. Le plus large est celui de MM. Jules Favre, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Jules Simon, qui est ainsi conçu:

"Les journaux paraissant tous les jours ou à époque déterminée, politiques ou littéraires, avec annonces ou sans annonces, et les brochures de toute dimension, sont, à l'avenir, affranchis du timbre."

M. Garnier-Pagès, M. Picard et quelques autres orateurs ont pris part aux débats sur cet article. La discussion a été renvoyée au lendemain.

## Discours de M. Rouher sur la presse.

Voici le discours prononcé par M. Rouher dans la séance du 4 février.

S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat.— Deux questions ont été posées au gouvernement. On les a demandé si les circonstances dans lesquelles se discute le projet de loi n'en détruisent pas l'opportunité; s'il pouvait affirmer au Corps législatif et au pays que les parties éparses en vue d'apaisement, et s'il n'y avait rien à changer pris en considération. L'article 2 est mis aux voix et adopté.

M. le président Schneider y Art. 3. "Le droit de timbre, fixé par l'article du décret du 17 février 1852, est réduit à 5 c. dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et à 2 c. partout ailleurs.

"Les journaux et écrits périodiques uniquement consacrés aux lettres, aux sciences, aux beaux-arts et à l'agriculture sont exempts de timbre, à moins qu'ils ne contiennent des avis, réclames ou annonces de quelque nature qu'ils soient. Dans ce cas, les journaux et écrits périodiques sont assujettis à des droits de timbre, dont la quotité est fixée à 1 c. dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et à 1 c. partout ailleurs.

"N'est pas considéré comme avis, réclame ou annonce, la publication pure et simple:

"1o Des mercuriales et bulletins des foires et marchés;

"2o. Des cours officiels des valeurs cotées aux Bourses françaises."

Sur cet article, il y beaucoup d'amendements. Le plus large est celui de MM. Jules Favre, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Jules Simon, qui est ainsi conçu:

"Les journaux paraissant tous les jours ou à époque déterminée, politiques ou littéraires, avec annonces ou sans annonces, et les brochures de toute dimension, sont, à l'avenir, affranchis du timbre."

M. Garnier-Pagès, M. Picard et quelques autres orateurs ont pris part aux débats sur cet article. La discussion a été renvoyée au lendemain.

## Discours de M. Rouher sur la presse.

Voici le discours prononcé par M. Rouher dans la séance du 4 février.

S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat.— Deux questions ont été posées au gouvernement. On les a demandé si les circonstances dans lesquelles se discute le projet de loi n'en détruisent pas l'opportunité; s'il pouvait affirmer au Corps législatif et au pays que les parties éparses en vue d'apaisement, et s'il n'y avait rien à changer

Messieurs, il n'en est pas ainsi, et s'est pour cela que nous nous sommes convaincus que l'on peut faire réellement un pas en avant et maintenir le projet présenté. Si nous nous abusions, cette assemblée ne saurait-elle pas bientôt nous arrêter à temps?

Plus que jamais il faut que la majorité constitue et affirme sa solidarité avec le gouvernement. Je m'adresse donc à vous et je vous dis: Ne nous séparons pas, votons ensemble cette loi, restons ensemble dans la voie grandiose de la liberté, pour nous retrouver ensemble unis et solidaires le jour où un péril quelconque viendrait à menacer la société. (Applaudissements.)

Oui, j'ai entendu ce long nécrologe qu'a présenté M. Granier de Cassagnac, parlant avec éloquence de tous les gouvernements qui sont tombés sous les attaques de la presse. Eh bien! je me sens le courage de recommencer cette lutte, de braver ces attaques. (Très bien! très bien!) Nous ne sommes plus au temps où les périls de la patrie créaient l'empire. De nouvelles générations se sont élevées. Sur ces 8 millions et demi d'électeurs qui, d'un mouvement unanime, ont constitué l'empire, 4 millions sont aujourd'hui couchés dans la tombe; 4 millions d'hommes nouveaux sont inscrits depuis 1852 sur nos listes électorales. Ceux-là n'ont pas nos souvenirs et notre expérience: ils arrivent avec des ardeurs nouvelles; ils demandent la liberté plus grande. Ne les arrêtons pas; cherchons, non à les retenir, mais à les guider. (Nouveaux applaudissements.)

Votez donc cette loi qui constitue un progrès, qui ordonne des garanties, qui appelle par le pouvoir fort et dévoué à l'ordre. Votez-la! puis, ayez confiance en nous: nous savons que la sécurité publique est la première condition de la liberté que nous avons demandée; nous saurons la faire respecter! (Mouvement général. —Applaudissements prolongés.)

## CHRONIQUE LOCALE.

Le mardi-gras.— Malgré les mauvaises affaires, pour nous servir de paroles consacrées, malgré l'atonie du commerce et le haut prix de l'argent qui n'a jamais été si cher que depuis qu'on en a beaucoup..... en papier, le Mardi-Gras a été célébré avec un certain remarquable. Dès 9 heures du matin les masques trottaient dans les rues, et se montraient affublés de toutes les manières et sous les plus bizarres. On reconnaît de ces masques vagabonds dans toutes les parties de la ville, aussi bien dans le fond des faubourgs que dans les rues les plus populeuses. Ils se promenaient solitairement, ils allaient deux, à pied, à cheval, et en voiture. Quelques uns s'étaient munis de farine qu'ils lançaient sur ceux de leurs confrères qui paraissaient le moins sur leurs gardes; d'autres avaient des sacs remplis de confetti, dont ils couvraient les passants. Quelques autres plus huppés en apparence faisaient mine de jeter des bonbons de papier, où il pouvait y avoir quelques dragées et des caramels; mais vien n'était plus drôle que de voir quelques uns de ces masques toujours et marchaient avec l'espoir soutenu d'avoir quelque chose. Ces habiles masques se montraient généreux à bon marché. Ils donnaient un coup de pied, ou plutôt donnaient des mascarades, bien que la licence des costumes soit illimitée, cette licence même est soumise à certaines restrictions. Ainsi il n'est pas permis à un homme de se déguiser en femme, et il est des gens qui ont le génie de la mascarade et qui savent relever leur travestissement par des manières si grotesques et des airs si coquets, qu'on ne les regarde avec curiosité et très souvent on les admire.

Le grande affaire d'hier, comme c'est la grande affaire tous les mardis gras, les cortèges de masques se sont mis en marche à midi précis. Ils étaient formés en ne sait où, mais un peu partout, par petits détachements de cinq ou six cavaliers masqués, suivis de deux, trois ou quatre fiacres de vingt chevaux, puis de cinquante, et de cent, jusqu'à ce qu'enfin elle soit devenue complète, en nombre suffisant pour occuper cinq ou six lignes de voitures. Ce cortège fort long, comme n'a pas été cependant au-dessous de ce qu'elle avait été précédemment. Il nous a semblé même que le nombre des voitures était moindre et on le caractère de la divinité patronnesse. Ce sera était chez les anciens le dieu du plaisir, de la joie, de la bonne chère, et tranchons le mot, l'ivresse libidineuse. Ce temps de fête a été la licence, et la procession comuleuse d'hier était au contraire un composé de cavaliers de grande tenue, de voitures élégantes, de gens de bonne humeur et se gardant bien de choquer la vue des honnêtes passants. Nous n'entendons pas là faire la critique des disciples de Comus; nous savons par expérience et faire tolérance que tout le monde leur saura gré d'avoir ainsi changé leur rôle.]

Un bal aussi animé, contrairement à leurs usages, ont procédé de bas en haut, et au lieu d'aller de la rue du Camp à la rue Royale ou de Chartres, ont commencé leur promenade par les rues Conti, Bourbon et Dauphine, salles et effleurer. Là est tout le projet de loi.

Comment est-il né? On le rappelait hier; des discussions nombreuses s'étaient engagées dans les groupes au sujet de l'article 27 de la constitution existante, sur son caractère discrétionnaire, sur ce rôle qu'on attribuait au gouvernement de juge et de partie. (Vif mouvement de conscience étaient émues. Une fraction de la chambre présentait un amendement. Le ministère répondait par l'adresse, qui exprimait à l'empereur la confiance et les sympathies du pays. Dans cet esprit avait même été pris part de Persigny, ministre d'Etat.

Cet engagement [solennel avait été contracté et un *gouvernement* s'amoindrit quand il reçoit devant un *engagement* pris, alors même que les circonstances *pourront* paraître y autoriser un certain caractère d'importance. (Vif approbation.) Nous nous sommes demandé ensuite quelle était notre situation; s'il n'y avait pas dans notre société un grand problème à résoudre: la conciliation de la sécurité publique avec le progrès de la liberté, et s'il ne fallait pas en chercher la solution.

Eh bien, nous nous sommes dit: que la presse soit libre! nous n'en craignons pas les dangers. Si le pays existait, nous aurions les moyens de le conjurer, nous en aurions la force comme nous en avons eu *toujours* et le courage. (Très bien! très bien!)

Vous nous demandez si les partis sont entrés dans une voie d'apaisements des partis: Je le croirai pas à l'apaisement des partis, je crois qu'il ont *aujourd'hui* leurs espérances: mais je sais convaincu de leur impuissance (vive approbation), parce que j'ai la confiance la plus profonde dans le chef de l'Etat, dans son gouvernement dans cette majorité qui représente le pays. (Très bien! très bien!)

Si nous examinons, en effet, notre situation intérieure, quels sujets d'alarme y voyons-nous? Est-ce que la province tout entière ne reste pas ici étrangère à l'agitation récente qui se concentre dans quelques coins de Paris et des grandes villes? N'est-elle pas toujours profondément dévouée à Paris, au souverain et au gouvernement? Ne nous rappelons-nous pas que, lorsque l'assemblée législative était livrée aux discussions de ces partis, dont aucun ne pouvait réunir la majorité, nous qui étaient restés sûrs pour paralyser et empêcher toute mesure de salut, le pays a été sauvé par la province, qui, par ses conseils généraux, par tous les organes, a demandé le rétablissement de l'empire?

Croyez-vous que son dévouement ait diminué depuis que, dans quelques localités, des coalitions formées d'opinions qui auraient de se trouver réunies ont donné la majorité à des candidats de l'opposition?

Non, messieurs, il n'en est pas ainsi, et s'est pour cela que nous nous sommes convaincus que l'on peut faire réellement un pas en avant et maintenir le projet présenté. Si nous nous abusions, cette assemblée ne saurait-elle pas bientôt nous arrêter à temps?

Plus que jamais il faut que la majorité constitue et affirme sa solidarité avec le gouvernement. Je m'adresse donc à vous et je vous dis: Ne nous séparons pas, votons ensemble cette loi, restons ensemble dans la voie grandiose de la liberté, pour nous retrouver ensemble unis et solidaires le jour où un péril quelconque viendrait à menacer la société. (Applaudissements.)

Oui, j'ai entendu ce long nécrologe qu'a présenté M. Granier de Cassagnac, parlant avec éloquence de tous les gouvernements qui sont tombés sous les attaques de la presse. Eh bien! je me sens le courage de recommencer cette lutte, de braver ces attaques. (Très bien! très bien!) Nous ne sommes plus au temps où les périls de la patrie créaient l'empire. De nouvelles générations se sont élevées. Sur ces 8 millions et demi d'électeurs qui, d'un mouvement unanime, ont constitué l'empire, 4 millions sont aujourd'hui couchés dans la tombe; 4 millions d'hommes nouveaux sont inscrits depuis 1852 sur nos listes électorales. Ceux-là n'ont pas nos souvenirs et notre expérience: ils arrivent avec des ardeurs nouvelles; ils demandent la liberté plus grande. Ne les arrêtons pas; cherchons, non à les retenir, mais à les guider. (Nouveaux applaudissements.)

Votez donc cette loi qui constitue un progrès, qui ordonne des garanties, qui appelle par le pouvoir fort et dévoué à l'ordre. Votez-la! puis, ayez confiance en nous: nous savons que la sécurité publique est la première condition de la liberté que nous avons demandée; nous saurons la faire respecter! (Mouvement général. —Applaudissements prolongés.)

## PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

### Nouvelles de Washington.

### Expédition de Stevens et de Bingham au Sénat.

### Discours triomphant de Stevens.

### Nomination d'un comité pour l'examen du déoret de la Chambre.

### On dit que le Sénat suivra une fastidieuse routine.

### Le club Key Stone à Philadelphie.

### Il s'organise militairement.

### Orage prochain contre les Radicaux

### Ajournement de la Convention de la Floride.

### Sa promptitude, sa modération et ses œuvres.

NOUVELLES EUROPEENNES.

Londres, 25— Les personnes arrêtées pour l'explosion de Clerkenwell ont été acquittées faute de preuves. Les procureurs Sullivan et Payot ont été traités par plusieurs personnes influentes, à la grâce de Richmond; mais les autres ont été froidues. On rapporte que les Etats-Unis ont payé un avocat pour défendre Nagle à Sligo.

La démission de Derby et la nomination de d'Israeli pour former un nouveau cabinet ont été annoncées dans les deux chambres du parlement le soir.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

CHAMBRE—Un bill a été présenté pour un canal maritime autour des chûtes du Niagara. Une résolution a été adoptée pour payer à John Bingham, Benjamin Wade, Smith et Colfax Simms $2500 chacun pour frais en contestation d'élections.

Stevens et Bingham rapportent qu'ils ont accédé à la demande en informant le Sénat de l'adoption par la Chambre, de la résolution, de la mise en accusation.

Un bill de $15,000 a été fait pour les pauvres de la ville de Washington, payable par le bureau des affranchis.

La nouvelle constitution de l'Alabama a été présentée hier au comité de reconstruction.

Les allocations pour la marine ont été rejetées.

Une nouvelle règle a été adoptée pour empêcher les motions dilatoires par moins qu'un tiers.

Il est résolu que le rapport sur les articles de la mise de nations soit mis en débats un jour et qu'alors la Chambre votera sans débats ou motions dilatoires.

Les comités d'accusation et de reconstruction poursuivent l'enquête de leurs travaux sans être obligés d'assister aux séances de la Chambre.

*Sénat.*—Sumner a lu les dépêches de Harvey et a expliqué comment elles sont venues confidentiellement en sa possession.

Un message du président à la Chambre a paru et a annoncé l'adoption des résolutions d'accusation. Les dépêches de Harvey ont été discutées modérément pendant longtemps de part et d'autre; l'accusation ont été envoyés au sercrétaire pour qu'il en fasse la lecture. Hendricks a objecté, et le Sénat, par un vote, refuse de la faire entendre. Ainsi, une nouvelle pierre de tente est jetée au pont sur le Mississippi, à Madison, Illinois.

Un certain nombre de membres de la Chambre entrent en session, et le premier dit:

Un Britannien entrent ensuite, et le premier dit:

"Conformément à l'ordre de la Chambre des Représentants, nous paraissons devant vous, et nous déclarons que les Représentants et de tout le peuple des Etats-Unis nous accusons le Président Andrew Johnson des crimes de haute trahison et de mauvaises mœurs dans l'exercice de ses fonctions, ce que nous informons, en outre, le Sénat, que la Chambre des Représentants présentera en temps et lieu les articles particuliers de cette accusation, et les preuves qu'elle et en leur nom nous demandons que le Sénat donne des ordres pour la comparution du dit Andrew Johnson afin qu'il réponde à la dite accusation."

Wade a dit: "Le Sénat prendra les mesures que la circonstance requiert."

Le Sénat nomme ensuite Howard, Trumbull, Morton, Conkling, Edmunds, Fessenden et Johnson pour former une commission pour examiner l'accusation et rapporter.

Le bill donnant à une majorité le pouvoir de confirmer la constitution d'Etat, permettant aux votants enregistrés de voter partout dans l'Etat, sans résidence, et les gens ne remplissant pas voter sur certificat, affidavit ou autres preuves satisfaisante d'enregistrement, a passé par 29 voix contre 9.

L'administration a abandonné le *quo warranto* contre Stanton, attendu que l'action contre Thomas demain couvrira tout l'affaire.

Le Sénat ne siégera pas lundi. Tous les membres étaient présents à l'exception de Thomas.

Stanton tient toujours le bureau de la guerre et a défendu à son successeur de prendre possession. Grant et le juge Fisher étaient en département aujourd'hui.

L'agitation est entièrement tombée.

Il y a impression que le Sénat procédera en suivant une routine ennuyeuse, gagne du terrain.

Philadelphie, 25.—Le club Keystone, la plus grande organisation démocratique de l'Etat, s'est convertie en une organisation militaire.

CONVENTION DE LA GEORGIE.

Atlanta, 25—L'ordre No 27 du général Meade a été lu à la convention aujourd'hui.

Le comité judiciaire a rapporté une ordonnance relative à la qualification des membres et à la disqualification de ceux qui ont participé à la rébellion. Six, mois dans l'Etat et trois mois dans le comté avec la citoyenneté des Etats-Unis sont la base.

L'ordonnance du Homestead est reprise alors. Après une longue discussion, la convention s'est ajournée dans la plus grande confusion sans être arrivée à aucune action définie sur le sujet.

CONVENTION DE LA FLORIDE.

Tallahassee, 25—La Convention s'a passé la journée à entendre la lecture de la Constitution qui a été adoptée dans son ensemble vers le soir. Quelques articles importants ont signé la Constitution. Cinq ont refusé.

On adopte une ordonnance qui prive de payé et de mileage les membres qui refusent de signer la Constitution. Le serment d'office a été rejeté à la prochaine Législature.

A cinq heures et demie la Convention ayant fini ses travaux, s'est ajournée sujette à l'appel du président.

La constitution adoptée paraît assez satisfaisante à toutes les classes, et les meilleurs sentiments règnent parmi les délégués et les citoyens.

CONVENTION DU MISSISSIPPI.

Jackson, 25.—La convention s'occupe ton jours du bill des droits.

Le comité sur l'affaire Merryman a fait un rapport des faits sans recommandation. Des résolutions pour exempter, impendre pour 25 et pour 10 jours ont été rejetées.

Le général Gillem a fait les nominations suivantes pour remplir les vacances existantes: Juges de la cour Supérieure des premiers appels, E. G. Peyton, Thomas Shackleford et B. Sifford.

CONVENTION DE LA VIRGINIE.

Richmond, 25—La convention a discuté la question du suffrage tout le jour. John Minor Botts et le juge Rives doivent harangner les républicains ce matin. Un meeting à la mesure au café Duty qui est devant chez lui, on peut faire à ses égard des conjectures d'un certain poids. M. Hoffa a été volé deux fois et a finalement on va incendier son établissement. La police ne pourrait-elle exercer une surveillance plus effective? Vol et incendie, on n'entend plus que cela à la Nlle Orléans.

— La prochaine législature du Massachusetts devra élire un sénateur fédéral, qui entrera en fonctions le 4 mars 1869, époque à laquelle expirent les pouvoirs de Charles Sumner. MM. Banks, Butler et Bullock sont sur les rangs.

— Voici ce qui est le mariage de Mademoiselle Patti, que le *Sun* a déclaré définitivement officiel:

Leur Majesté l'ont agréé en annonçant en marquis qu'à la conservantier se marier d'été contracté et un *gouvernement* s'amoindrit quand il reçoit devant un *engagement* pris, alors même que les circonstances *pourront* paraître y autoriser un certain caractère d'importance. (Vif approbation.) Nous nous sommes demandé ensuite quelle était notre situation; s'il n'y avait pas dans notre société un grand problème à résoudre: la conciliation de la sécurité publique avec le progrès de la liberté, et s'il ne fallait pas en chercher la solution.

Eh bien, nous nous sommes dit: que la presse soit libre! nous n'en craignons pas les dangers. Si le pays existait, nous aurions les moyens de le conjurer, nous en aurions la force comme nous en avons eu *toujours* et le courage. (Très bien! très bien!)

Vous nous demandez si les partis sont entrés dans une voie d'apaisements des partis: Je le croirai pas à l'apaisement des partis, je crois qu'il ont *aujourd'hui* leurs espérances: mais je sais convaincu de leur impuissance (vive approbation), parce que j'ai la confiance la plus profonde dans le chef de l'Etat, dans son gouvernement dans cette majorité qui représente le pays. (Très bien! très bien!)

Si nous examinons, en effet, notre situation intérieure, quels sujets d'alarme y voyons-nous? Est-ce que la province tout entière ne reste pas ici étrangère à l'agitation récente qui se concentre dans quelques coins de Paris et des grandes villes? N'est-elle pas toujours profondément dévouée à Paris, au souverain et au gouvernement? Ne nous rappelons-nous pas que, lorsque l'assemblée législative était livrée aux discussions de ces partis, dont aucun ne pouvait réunir la majorité, nous qui étaient restés sûrs pour paralyser et empêcher toute mesure de salut, le pays a été sauvé par la province, qui, par ses conseils généraux, par tous les organes, a demandé le rétablissement de l'empire?

Croyez-vous que son dévouement ait diminué depuis que, dans quelques localités, des coalitions formées d'opinions qui auraient de se trouver réunies ont donné la majorité à des candidats de l'opposition?

Non, messieurs, il n'en est pas ainsi, et s'est pour cela que nous nous sommes convaincus que l'on peut faire réellement un pas en avant et maintenir le projet présenté. Si nous nous abusions, cette assemblée ne saurait-elle pas bientôt nous arrêter à temps?

Plus que jamais il faut que la majorité constitue et affirme sa solidarité avec le gouvernement. Je m'adresse donc à vous et je vous dis: Ne nous séparons pas, votons ensemble cette loi, restons ensemble dans la voie grandiose de la liberté, pour nous retrouver ensemble unis et solidaires le jour où un péril quelconque viendrait à menacer la société. (Applaudissements.)

Oui, j'ai entendu ce long nécrologe qu'a présenté M. Granier de Cassagnac, parlant avec éloquence de tous les gouvernements qui sont tombés sous les attaques de la presse. Eh bien! je me sens le courage de recommencer cette lutte, de braver ces attaques. (Très bien! très bien!) Nous ne sommes plus au temps où les périls de la patrie créaient l'empire. De nouvelles générations se sont élevées. Sur ces 8 millions et demi d'électeurs qui, d'un mouvement unanime, ont constitué l'empire, 4 millions sont aujourd'hui couchés dans la tombe; 4 millions d'hommes nouveaux sont inscrits depuis 1852 sur nos listes électorales. Ceux-là n'ont pas nos souvenirs et notre expérience: ils arrivent avec des ardeurs nouvelles; ils demandent la liberté plus grande. Ne les arrêtons pas; cherchons, non à les retenir, mais à les guider. (Nouveaux applaudissements.)

Votez donc cette loi qui constitue